

N° 063

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 28 III 2026, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DU TRONÇON DE ROUTE GASCHIGA (INT NIC) - DEMBO - DARAM (LIM MAYO LOUTI) - DOURBEYE - GOLOZA (LIM EN) (107,25 KM) DANS LA REGION DU NORD. FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICES 2026, 2027 ET 2028

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de circulation des biens et des personnes, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert (AONO), pour l'exécution des travaux d'entretien du tronçon de route Gaschiga (Int NIC) - Dembo - Daram (Lim Mayo Louti) - Dourbeye - Goloza (Lim En) (107,25 km) dans la région du Nord.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Les installations comprenant l'amené et le repli du matériel, la réalisation des études d'exécution et études géotechniques ;
- Le nettoyage et les terrassements comprenant les déblais (mis en dépôt) pour réglage de talus, les purges au droit des ouvrages, les remblais (apports) en latéritique pour nivellement de la plateforme, la mise en forme de la plateforme avec des fossés et exutoires, le reprofilage/compactage, le curage et la remise en forme des fossés en terre existants et la création d'exutoire ;
- Les travaux de la chaussée comprenant la mise en place d'une couche de roulement en graveleux latéritique, provenant d'emprunt ;
- L'assainissement et le drainage comprenant le curage des buses et fossés, la réalisation des fossés maçonneries et les enrochements ;
- Les travaux d'ouvrage d'art comprenant la construction des dalots en béton armé de section variable et la construction des têtes ;
- La Construction et la gestion des barrières de pluies types MINTP.

Lesdits travaux sont amplement définis dans le CCTP.

3. Allotissement

Les travaux sont constitués en un lot unique présenté comme suit :

N° lot	Région	Tronçon	Linéaire (km)	Type d'intervention
Lot unique	Nord	Gaschiga (Int NIC) - Dembo - Daram (Lim Mayo Louti) - Dourbeye - Goloza (Lim En)	107,25	Entretien aux produits stabilisants

4. Coût prévisionnel

Les coûts prévisionnels sont répartis comme suit :

Région	Région	Tronçon	Budget Prévisionnel TTC		
			2026	2027	2028
Lot unique	Nord	Gaschiga (Int NIC) - Dembo - Daram (Lim Mayo Louti) - Dourbeye - Goloza (Lim En)	300 000 000	500 000 000	491 098 682
Total			1 291 098 682		

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de douze (12) mois calendaires hors période de garantie. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou Groupement d'Entreprises de Travaux Publics de droits camerounais catégorisés A, B et C à l'issue de la publication des résultats de la catégorisation des entreprises du sous-secteur d'activités « Route ».

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Ministère des Travaux, Ligne Fonds Routier, Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « *En ligne (online)* ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à deux millions (2 000 000) de francs CFA accompagnée du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de Consignation (CDEC).

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, accompagnée du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de Consignation (CDEC), entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent mille (400 000) Francs CFA.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...). Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Présentation des offres

Les tailles maximales des volumes 1, 2 et 3 ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 31 AOÛT 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB accompagnée d'une copie de l'accusé de dépôt sur la plateforme COLEPS, du récépissé de dépôt de la CDEC ainsi que l'original de la Caution de soumission devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au plus tard le 31 AOÛT 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention:

N° 63

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 28 JUIN 2026, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DU TRONÇON DE ROUTE GASCHIGA (INT N1C) - DEMBO - DARAM (LIM MAYO LOUTI) - DOURBEYE - GOLOZA (LIM EN) (107,25 KM) DANS LA RÉGION DU NORD. FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICES 2026, 2027 ET 2028.

(COPIE DE SAUVEGARDE, RECEPISSE DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION) »

14. Recevabilité des plis

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 01 AOÛT 2026 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 4^{ème} étage du Bâtiment B de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. Critères d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence ou non-conformité de l'original de la caution de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture ;
- Absence ou non-conformité 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif

à l'exception du cautionnement de soumission (caution + récépissé CDEC).

b) De l'Offre technique non conforme en raison de l'absence de :

- Attestation de visite des lieux suivant le modèle joint et signée sur l'honneur par le soumissionnaire, ainsi que le rapport de visite des lieux avec prises de vues
- Pré-convention de Partenariat signée avec la Commune du ressort des travaux pour le recrutement de la main-d'œuvre locale HIMO. À défaut de la convention au stade de la soumission, une déclaration sur l'honneur engageant le soumissionnaire à signer ladite convention avant le démarrage des travaux est acceptée ;
- Déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- Capacité de financement (Ligne de crédit disponible) d'un montant minimum de quatre cent cinquante millions (450 000 000) de FCFA, justifiée par une attestation signée par une Banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ;
- Une note méthodologique afférente au projet et comprenant obligatoirement un chapitre sur la mise en œuvre du produit stabilisant retenu ;
- Un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur de Génie Civil (Bac + 3 min), inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC), ayant au moins dix (10) années d'expérience générale, et ayant au moins un (01) projet de construction, de bitumage, de réhabilitation, de l'aménagement ou de l'entretien des routes ou Chef Chantier dans au moins deux (02) projets de construction, de bitumage, de réhabilitation, de l'aménagement ou de l'entretien des routes ;
- Absence de possession en propre d'un matériel minimum :
 - deux (02) camions bennes ;
 - une (01) niveleuse ;
 - une pelle chargeuse ;
 - un (01) Compacteur à bille ou cylindrique ;
 - Un (01) camion-citerne ;
 - Petit outillage (Kits HIMO : pelles, pioches, brouettes, dames manuelles)
 - un (01) pick-up.
- la charte d'intégrité datée et signée ;
- la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.
- N'avoir pas satisfait au moins 2 sur 3 critères essentiels dont obligatoirement le critère matériel.

c) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint) ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres; rempli de manière lisible; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
- le sous – détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
- l'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

d) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou pièce non authentique ;

e) Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;

f) L'utilisation de la clé COLEPS d'un autre soumissionnaire.

16.2. Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire tous les trois (03) critères essentiels suivants :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur 12 sous critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 10 sous critères ;
- c) Les références du soumissionnaire sur 02 sous critères ;

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

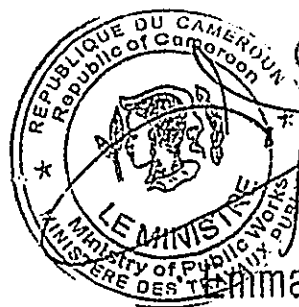
19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 28 JUIL 2026



Emmanuel NGANOU D.



063

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 063/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 28 JUL 2026 FOR THE EXECUTION
OF MAINTENANCE WORKS ON THE GASCHIGA (INT N1C) - DEMBO - DARAM (MAYO
LOUTI LIMIT) - DOURBEYE - GOLOZA (FAR-NORTH LIMIT) ROAD SECTION (107.25 KM)
IN THE NORTH REGION. FINANCING: MINTP BUDGET - ROAD FUND LINE, 2026, 2027
AND 2028 FINANCIAL YEARS

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the improvement of traffic conditions for the movement of people and goods transit, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches an Open National Call for Tenders for the execution of maintenance works on the Gaschiga (Int N1C) - Dembo - Daram (Mayo Louti Limit) - Dourbeye - Goloza (Far-North Limit) road section (107.25 km) in the North Region.

2. Scope of Works

The works shall comprise:

- Installation operations include bringing and removal of equipment, carrying out execution and geotechnical studies;
- Cleaning and earthworks include excavation (disposal of materials) to adjust slopes, purging around structures, backfilling with lateritic materials to level the roadbed, reshaping of the roadbed with the construction of ditches and outlets, reshaping/compaction, cleansing and reshaping of existing earth ditches and construction of new outlets;
- Pavement works, including the implementation of a wearing course in lateritic gravel sourced from borrow pits;
- Sanitation and drainage works, comprising the clearing of pipe culverts and ditches, the construction of masonry ditches and execution of rockfill;
- Engineering structure works, comprising the construction of reinforced concrete box culverts of varying sections and culvert heads;
- The construction and management of MINTP-type rain gates.

These works are more detailed in the Special Technical Conditions (CCTP).

3. Allotment

The works shall be tendered for in a single (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Road Section	Length (Km)	Type of Intervention
Single lot	North	Gaschiga (Int N1C) - Dembo - Daram (Mayo Louti Limit) - Dourbeye - Goloza (Far-North Limit)	107.25	Maintenance with stabilising products

4. Estimated Cost

The estimated costs shall be allocated as follows:

Region	Region	Road Section	Estimated Budget, Including Taxes		
			2026	2027	2028
Single lot	North	Gaschiga (Int N1C) - Dembo - Daram (Mayo Louti Limit) - Dourbeye - Goloza (Far-North Limit)	300,000,000	500,000,000	491,098,682
Total			1,291,098,682		

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the execution of the works under this Call for Tenders shall be twelve (12) calendar months, excluding the warranty period. This time frame shall run from the

date of notification of the order to commence service delivery and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and miscellaneous constraints.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all categories A, B and C public works contractors or consortia governed by Cameroon law, following results of the categorisation of contractors in the "road" sub-sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the Ministry of Public Works, Road Fund Line, 2026, 2027 and 2028 Financial Years.

8. Bidding Method

The bidding method chosen for this consultation is "online". In other words, physical tender submission shall not be applicable.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a stamped bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents, whose amount is two million (2,000,000) CFA francs. This should be accompanied by the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

The bid bond shall be valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity date. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, accompanied by the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC), shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted free of charge, upon publication of this call for tenders in the Project Owner's services during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters of the Ministry of Public Works, at Etoudi.

Soft copies can also be accessed online via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Hard copies of the tender documents may be obtained, upon publication of this Call for Tenders, during working hours in the Project Owner's offices at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters building at ETOUDI, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of four hundred thousand (400,000) CFA francs.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full contact information (PO Box, Telephone Numbers, Fax, Email, etc.). The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copies of Tender Documents by free download from the addresses indicated above. However, tendering shall be subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Presentation of Tenders

Maximum sizes of volumes 1, 2 and 3 or the files that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative File (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Bid (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

Acceptable formats shall include:

- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall endeavour to use compression software to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Submission of Tenders

Tenderers shall forward the bid through the COLEPS platform no later than ~~31 AUGUST 2026~~ at 11 a.m. Besides, an uncompressed backup copy of the bid saved in a USB drive, along with the COLEPS platform acknowledgement receipt, the original bid bond and the acknowledgement receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), shall be submitted in a sealed envelope against a receipt, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building at Etoudi, no later than ~~31 AUGUST 2026~~ at 11 a.m. The sealed envelope must bear the following:

063 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. **063** /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF **28 JUL 2026** FOR THE EXECUTION
OF MAINTENANCE WORKS ON THE GASCHIGA (INT.NIC) - DEMBO - DARAM (MAYO
LOUTI LIMIT) - DOURBEYE - GOLOZA (FAR-NORTH LIMIT) ROAD SECTION (107.25 KM)
IN THE NORTH REGION. FINANCING: MINTP BUDGET - ROAD FUND LINE, 2026, 2027
AND 2028 FINANCIAL YEARS.
(BACKUP COPY, DEPOSIT RECEIPT ISSUED BY CDEC AND ORIGINAL BID BOND)".

14. Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any tender not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the stamped bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds as part of Public Contracts, which shall be valid for thirty (30) days, with effect from the expiry of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tender.

15. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on ~~31 AUGUST 2026~~ at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, located on the 4th floor of Block B of the headquarters building of the Ministry of Public Works at Etoudi.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. These must date no more than three (3) months preceding the tender submission deadline or having been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of absence or non-compliance of any document in the administrative file during tender opening session, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

16. Evaluation Criteria

16.1 Eliminary Criteria

These include:

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence or non-compliance of the original bid bond and the acknowledgement receipt from CEDC at the opening session;
- Absence or non-compliance, after a period of 48 hours following the opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file, except for bid bond (bid bond + acknowledgement receipt from CEDC).

b) Non-compliant technical file due to:

- Absence of an attestation of site visit in accordance with the model attached and formally signed by the

tenderer, along with the site visit report including photographs;

- A preliminary partnership agreement signed with the competent Council for the recruitment of local labour for the HIMO approach. In the absence of an agreement at the tender stage, a formal declaration committing the tenderer to sign the agreement before the start of works shall be accepted;
- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of defaulting companies drawn up by the MINMAP;
- Lack of a financing capacity (available credit line) of at least four hundred and fifty million (450,000,000) CFA francs, evidenced by an attestation signed by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance;
- A methodological note on works execution, which must include a chapter on the implementation of the selected stabilising product;
- A Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): Civil Engineer (holder of at least GCE A/L +3) enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE), with at least ten (10) years of general experience and having worked on at least one (1) road construction, asphaltting, rehabilitation, development or maintenance project, and having worked as a Site Foreman on at least two (2) road construction, asphaltting, rehabilitation, development or maintenance projects;
- Failure to prove ownership of the minimum equipment listed below:
 - two (2) dump trucks;
 - one (1) grader;
 - one (1) backhoe loader;
 - one (01) compactor (wheel or cylindrical);
 - one (1) tanker truck;
 - small tools (HIMO kits: shovels, pickaxes, wheelbarrows, hand tampers);
 - one (1) pick up vehicle;
- The dated and signed integrity charter;
- The dated and signed statement of commitment to comply with environmental and social terms and conditions;
- Failure to meet 2/3 essential criteria, including the equipment criterion.

c) Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:

- Stamped, signed and dated bid (see model attached);
- The Unit Price Schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of taxes in figures and in words, filled in a legible way, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts exclusive of VAT and inclusive of taxes;
- Breakdown of quantified unit prices initialled on all pages (see model attached).
- Omission of a quantified unit price in the financial offer;

d) False declaration, forged or unauthentic documents;

e) Non-compliance with the file format for bids submitted online;

f) Use of another tenderer's COLEPS key.

16.2. Essential Criteria

To be qualified, the bidder shall fulfil the following three (3) criteria:

- a) Proposed supervisory staff out of 12 sub-criteria;
- b) Equipment to be mobilised out of 10 sub-criteria;
- c) Contractor's references out of 2 sub-criteria.

17. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required technical and financial qualification criteria, including any proposed discounts.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

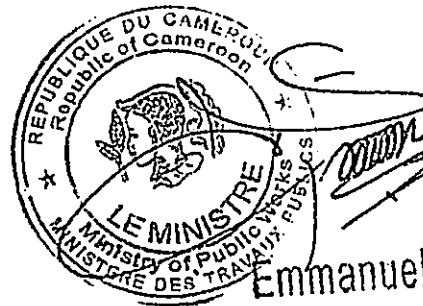
19. Further Information

Further information may be obtained in the Project Owner's services during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the Ministry of Public Works headquarters at Etoudi, or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or through any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report acts of malpractice or corruption, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 28 JUIL 2026



Emmanuel NGANOU I